

NON A LA POLITIQUE DU PILORI

Besson : Un ultime projet de loi qui déshonore notre pays

« Lorsqu'ils ont arrêté les communistes, je n'ai pas élevé la voix ; lorsqu'ils ont interné les juifs, j'ai gardé le silence ; lorsqu'ils s'en sont pris aux sociaux-démocrates, je me suis tu... Lorsqu'ils sont venus me prendre, il n'y avait plus personne pour me défendre ».

Paster Martin Niemöller 1935.

Fichier ethnique : le pouvoir fait le choix de l'illégalité

Après la circulaire du ministère Hortefeux, visant ostensiblement la communauté Roms, la révélation de l'existence d'un fichage de cette communauté heurte frontalement la législation.

Ce fichier illégal doit être détruit. Son existence révélée par la vigilance d'association citoyenne est un argument supplémentaire pour s'opposer à la légalisation de statistiques ethniques. Un pouvoir faisant le choix de l'illégalité, profiterait de la moindre faille juridique pour pousser plus loin la discrimination, la stigmatisation, le racisme d'Etat.

La flamme de la résistance et de l'espoir doit se rallumer. Oui, il faut participer massivement aux mobilisations du collectif « Non à la politique du pilori ».

Le projet de loi Besson est la 5ème réforme législative en sept ans stigmatisant les étrangers. Il illustre jusqu'à la caricature, l'acharnement du gouvernement sarkozyste à leur encontre.

Ce projet bafoue les droits les plus élémentaires pour mettre fin à la résistance et au travail des associations. Liberticide, il s'attaque à la protection par un juge des libertés individuelles.

Allongement de la durée de rétention, extension des zones d'attente à tout le territoire... ce texte est l'essence même du projet de la droite ultra libérale. Il s'agit non seulement d'opposer les citoyens entre eux, mais aussi de cibler des sous citoyens avec sous droits. Ce projet de loi entre en opposition frontale avec l'esprit de la Constitution et des valeurs républicaines.

Comme si ça ne suffisait pas encore, comme si la France n'avait pas été condamnée par la communauté internationale, des députés UMP, obéissants vasaux de Sarkozy, ont mis ce texte aux couleurs du discours de Grenoble. Les amendements s'attaquent aux Roms. Français provisoires, européens de seconde zone, refus de soins.... Ce n'est pas la France que nous voulons.

Cet ultime projet de loi sur l'immigration n'en finit pas de déshonorer notre pays, il doit être battu, le Ministère de l'identité nationale, de l'intégration, et de l'immigration doit être supprimé. Ce ministère est une honte pour notre pays et ses représentants sont tout autant écœurants.

« Supprimer la machine à souiller la France »

Déchéance de la nationalité

L'Assemblée nationale a voté la déchéance de nationalité aux Français naturalisés depuis moins de dix ans qui auraient tué un dépositaire de l'autorité publique. Au mépris de la constitution française et de la Déclaration des droits de l'homme, le gouvernement introduit une distinction entre Français, qu'ils soient naturalisés ou non.

C'est grave, indigne et révoltant. L'objectif de cette forfaiture n'est évidemment pas de protéger les détenteurs de l'autorité publique comme fait mine de le présenter le gouvernement. Le raisonnement imbécile de la droite ne tient pas l'épreuve des faits.

Que deviennent ceux que la droite appelle les « Français de souche » qui s'attaquent aux représentants de la loi ? Sont-ils moins coupables que les autres ? Non, l'explication est malheureusement tout autre, il s'agit de draguer de façon la plus vulgaire la frange extrême de son électorat. Le Newsweek a fait sa couverture sur Sarkozy en chef des extrémistes européens. Le vote au Parlement lui donne raison. Pour notre plus grande honte.

Face à la xénophobie et à la politique du pilori :

liberté, égalité, fraternité !

PCF

Parti communiste français

